

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Rivière-du-Loup | 12072 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Moreau, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 18 mai 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	34
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	35
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	36
Situation financière par organismes	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Avantages sociaux futurs	43

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	52
Analyse des charges consolidées	64

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
300, boul. de l'Hôtel-de-Ville
Rivière-du-Loup (Québec)
G5R 5C6

T 418 862-6396

Aux membres du conseil municipal
de la Ville de Rivière-du-Loup

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la ville pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108840
Rivière-du-Loup, le 18 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Revenus			
Taxes	1	33 133 428	31 439 078
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 139 553	2 723 628
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 332 166	6 526 322
Services rendus	5	7 016 169	6 030 231
Imposition de droits	6	1 403 493	950 701
Amendes et pénalités	7	678 565	722 139
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	321 860	451 001
Autres revenus	10	1 020 878	1 390 751
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(913 735)	(1 427 829)
Effet net des opérations de restructuration	12	(359 288)	
	13	50 773 089	48 806 022
Charges			
Administration générale	14	5 558 666	5 662 129
Sécurité publique	15	6 492 626	6 069 882
Transport	16	8 399 014	8 283 444
Hygiène du milieu	17	12 687 438	11 905 362
Santé et bien-être	18	236 211	222 810
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 560 272	1 424 226
Loisirs et culture	20	6 249 219	7 621 596
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 468 577	1 402 759
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	42 652 023	42 592 208
Excédent (déficit) de l'exercice	25	8 121 066	6 213 814
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	121 028 469	114 814 651
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		4
Solde redressé	28	121 028 469	114 814 655
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	129 149 535	121 028 469

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 158 245	9 685 334
Débiteurs (note 5)	2	14 832 363	14 751 592
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 567 093	5 454 655
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(4 206 486)	(3 292 751)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	33 482 395	26 730 010
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3	3
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 131 387	7 995 088
Revenus reportés (note 12)	12	2 296 712	1 006 927
Dettes à long terme (note 13)	13	52 308 662	49 323 036
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 373 500	1 299 200
Autres passifs (note 14)	15	6 029 838	5 610 375
	16	72 140 102	65 234 629
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(38 657 707)	(38 504 619)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	166 928 438	158 706 191
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	135 093	161 280
Stocks de fournitures	20	548 812	553 028
Autres actifs non financiers (note 18)	21	194 899	112 589
	22	167 807 242	159 533 088
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	129 149 535	121 028 469

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 121 066	6 213 814
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 (	16 322 864)	(18 296 658)
Produit de cession	3	849 430	20 650
Amortissement	4	6 742 593	6 479 989
(Gain) perte sur cession	5	508 594	(18 613)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(8 222 247)	(11 814 632)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	26 187	
Variation des stocks de fournitures	10	4 216	31 417
Variation des autres actifs non financiers	11	(82 310)	(90 812)
	12	(51 907)	(59 395)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		2
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(153 088)	(5 660 211)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	16	(38 504 619)	(32 844 410)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17		2
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18		
Solde redressé	19	(38 504 619)	(32 844 408)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20	(38 657 707)	(38 504 619)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 121 066	6 213 814
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	6 742 593	6 479 989
Autres			
▪ Gain (perte) cession immo.	3	508 594	(18 613)
▪ Perte valeur placement invest	4	913 735	1 427 829
	5	16 285 988	14 103 019
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(80 771)	(3 363 181)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 555 762	(3 285 398)
Revenus reportés	9	1 229 378	311 949
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	74 300	430 100
Propriétés destinées à la revente	11	26 187	
Stocks de fournitures	12	4 216	31 417
Autres actifs non financiers	13	(21 903)	(90 812)
	14	20 073 157	8 137 094
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	16 322 864)	(14 729 536)
Produit de cession	16	849 430	20 650
	17	(15 473 434)	(14 708 886)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	99 983)	(2 755 675)
Remboursement ou cession	19	158 143	(47 642)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 (	170 598)	3 808 132)
Cession	21		
	22	(112 438)	(1 100 099)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	11 164 429	22 928 278
Remboursement de la dette à long terme	24 (	8 178 198)	(10 170 912)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(1 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(605)	(131 292)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	2 985 626	11 626 074
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	7 472 911	3 954 183
Solde déjà établi	31	9 685 334	5 731 147
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		4
Solde redressé	33	9 685 334	5 731 151
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	17 158 245	9 685 334

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers » de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc. : 100 %;
- Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021 : 100 %;
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup : 100 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat de la Société d'Économie Mixte et d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER) qui se qualifie en tant qu'entreprise municipale et qui est comptabilisé selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention de 40 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont les ressources économiques sur lesquelles la Ville exerce un contrôle à la suite de transactions ou d'événements passés, et qui sont censées lui procurer des avantages économiques futurs.

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Périodes

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'« Autres revenus » au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Régime de retraite à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi").

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;
- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal transitoires :
 - Modifications comptables du 1er janvier 2000 :
 - Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- pour l'excédent de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :

- Passif constaté au 1er janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice :

- linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

- Appariement fiscal des revenus de transfert :

- Démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question :
 - au fur et à mesure du remboursement en capital de des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	17 158 245	9 685 334
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	17 158 245	9 685 334
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	4 890 282	3 433 016
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	2 738 000	5 401 371

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à 4 890 282 \$ (3 433 016 \$ au 31 décembre 2019) et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 506 712 \$ (1 442 623 \$ en 2019).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 422 245 \$ (562 364 \$ en 2019).

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 8 637 \$ (13 593 \$ en 2019).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	698 767	1 236 866
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 660 857	8 054 099
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 022 062	3 152 613
Organismes municipaux	15	564 805	555 060
Autres			
▪ Autres débiteurs	16	1 778 066	1 580 638
▪ Organismes consolidés	17	107 806	172 316
	18	14 832 363	14 751 592
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	6 654 133	6 581 251
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	6 654 133	6 581 251
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	176 123	68 487

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,1410 % à 4,48 % et viennent à échéance au plus tard en 2035.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	131 180	131 180
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	131 180	131 180
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	380 495	438 655
Autres placements	31	5 186 598	5 016 000
	32	5 567 093	5 454 655
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	5 186 598	5 016 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement de portefeuille aux fins d'investissement est composé d'un placement à l'Union des municipalités du Québec totalisant la somme de 380 495 \$ (438 655 \$ au 31 décembre 2019).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les autres placements de portefeuille sont composés de fonds d'actions Valeurs mobilières Desjardins totalisant la somme de 5 186 598 \$ (5 016 000 \$ au 31 décembre 2019).

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(977 800)	(889 600)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(395 700)	(409 600)
	37	(1 373 500)	(1 299 200)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 614 200	1 924 500
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	27 700	25 800
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	41 304	40 593
	43	1 683 204	1 990 893

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,2 %) (taux préférentiel plus 0,25 % (4,2 %) au 31 décembre 2019) et renouvelable en juin 2023. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Montants autorisés	Taux d'intérêt	Renouvellement	# Règlement
2 432 000 \$	2,20 %	Décembre 2029	1971
2 666 000 \$	2,45 %	Octobre 2023	1792
411 000 \$	2,45 %	Juin 2022	1570
3 990 000 \$	2,45 %	Juin 2023	1790
679 060 \$	2,45 %	Décembre 2029	1998
1 550 000 \$	2,45 %	Décembre 2029	1981
734 913 \$	2,45 %	Décembre 2029	1978
2 645 800 \$	2,45 %	Décembre 2029	1976
1 700 000 \$	2,45 %	Décembre 2029	1953
896 000 \$	2,45 %	Juillet 2022	1757
9 419 949 \$	2,45 %	Juillet 2030	2018
3 181 905 \$	2,45 %	Juillet 2030	2026

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	4 474 819	2 827 784
Salaires et avantages sociaux	48	1 436 341	1 839 765
Dépôts et retenues de garantie	49	3 332 111	2 255 534
Provision pour contestations d'évaluation	50	132 776	8 946
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	51	79 453	89 318
▪ TPS-TVQ, redevances	52	200 482	328 326
▪ Autres	53	475 405	645 415
▪	54		
▪	55		
	56	10 131 387	7 995 088

Note

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	196 065	353 390
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Divers projets	67	120 981	167 474
▪ Fonds de stationnement	68	75 913	75 913
▪ Jeux du Québec	69	1 903 753	410 150
▪	70		
	71	2 296 712	1 006 927

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	2,80	2021	2029	72	52 744 000	49 749 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	1,55	2021	2021	76	4 435	13 204
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	52 748 435	49 762 204
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(439 773)	(439 168)
					82	52 308 662	49 323 036

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		11 590 000		4 435	11 594 435
2022	84		9 748 000			9 748 000
2023	85		10 100 000			10 100 000
2024	86		13 633 000			13 633 000
2025	87		7 673 000			7 673 000
2026 et plus	88					
	89		52 744 000		4 435	52 748 435
Intérêts et frais accessoires	90			()	()	
	91		52 744 000		4 435	52 748 435

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	6 029 838	5 610 375
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	6 029 838	5 610 375

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(38 657 707)	(38 504 619)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(38 657 707)	(38 504 619)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	62 216 533	4 155 528		66 372 061
Eaux usées	104	37 390 657	3 764 792		41 155 449
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	46 286 823	5 481 399		51 768 222
Autres					
▪ Autres	106	35 911 883	1 029 443	73 831	36 867 495
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	38 622 977	1 402 814		40 025 791
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	8 327 702	1 056 293	96 655	9 287 340
Ameublement et équipement de bureau	112	3 266 003	40 862		3 306 865
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 142 995	600 009		7 743 004
Terrains	114	3 431 774	1 002 252	1 289 564	3 144 462
Autres	115				
	116	242 597 347	18 533 392	1 460 050	259 670 689
Immobilisations en cours	117	29 915 398	(2 210 528)		27 704 870
	118	272 512 745	16 322 864	1 460 050	287 375 559
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	27 871 805	992 970		28 864 775
Eaux usées	120	25 829 971	1 510 456		27 340 427
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	23 319 424	1 216 669		24 536 093
Autres					
▪ Autres	122	11 645 271	884 068	4 922	12 524 417
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	13 402 296	1 020 161		14 422 457
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	4 737 878	504 652	97 104	5 145 426
Ameublement et équipement de bureau	128	2 691 443	172 969		2 864 412
Machinerie, outillage et équipement divers	129	4 308 466	440 648		4 749 114
Autres	130				
	131	113 806 554	6 742 593	102 026	120 447 121
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	158 706 191			166 928 438
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	135 093	161 280
Autres	138		
	139	135 093	161 280
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	135 093	161 280

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais reportés	142	194 899	112 589
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	194 899	112 589

Note**19. Obligations contractuelles**

CONTRATS :

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission Scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup (maintenant appelé Centre de services scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup) pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêt sur cette somme, payable sur une période de 15 ans. Le versement du capital a débuté en décembre 2018. Au 31 décembre 2020, l'engagement est de 2 400 000 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour le service de dégagement des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 6 200 769 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 2 108 262 \$;

2021: 1 240 154 \$;

2022: 868 108 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour le service professionnel d'opération des bâtiments et ouvrages d'eau potable et des eaux usées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 1 418 255 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 430 377 \$;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2021: 368 637 \$;
 2022: 61 740 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2020 pour le service d'enlèvement des ordures, matières recyclables et matières organiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 4 119 003 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 3 320 470 \$;

2021: 811 000 \$;
 2022: 823 667 \$;
 2023: 836 334 \$;
 2024: 849 469 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour le déneigement des stationnements et des kiosques postaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 379 332 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 43 643 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien des parcs et espaces verts. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 747 927 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 309 623 \$;

2021: 153 719 \$;
 2022: 155 904 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien du réseau d'éclairage public et des bâtiments. Les taux horaires/hommes varient de 69 \$ à 81,50 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 7 ans à compter de 2020 pour les services professionnels en évaluation. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 2 314 702 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 2 054 694 \$;

2021: 255 643 \$;
 2022: 488 196 \$;
 2023: 257 668 \$;
 2024: 269 240 \$;
 2025: 498 811 \$;
 2026: 285 136 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour le service de laboratoire analyse eau potable et eaux usées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 72 117 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 44 071 \$;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

2021: 24 039 \$;
 2022: 20 032 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée d'un an à compter de 2020 pour l'entretien des parcs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 76 479 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 29 062 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour la fourniture de combustible. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 802 924 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 334 559 \$;

2021: 267 648 \$;
 2022: 66 911 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2019 pour le déneigement du LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 155 000 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 101 600 \$;

2021: 38 700 \$;
 2022: 39 200 \$;
 2023: 23 700 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour les analyse de laboratoire au LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 111 900 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 22 380 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée d'un an à compter de 2021 pour l'entretien des infrastructures en saison hivernal. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 38 600 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 28 950 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour le marquage des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 409 376 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 163 751 \$;

2021: 81 875 \$;
 2022: 81 876 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'exploitation et l'entretien général du LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 4 260 544 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 2 469 924 \$;

2021: 853 542 \$;
 2022: 873 708 \$;
 2023: 742 674 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'opération de la balance au LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 443 559 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 259 183 \$;

2021: 89 072 \$;

2022: 91 751 \$;

2023: 78 360 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour la fourniture de gaz propane. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 147 227 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 61 345 \$;

2021: 29 445 \$;

2022: 29 445 \$;

2023: 2 455 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2018 pour des matériaux d'épandage. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 198 360 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 118 240 \$;

2021: 49 730 \$;

2022: 45 010 \$;

2023: 23 500 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien préventif des systèmes de protection incendie. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 151 032 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 60 413 \$;

2021: 30 206 \$;

2022: 30 207 \$.

La Ville s'est engagée par des contrats d'une durée de 1 an à compter de 2020 pour l'entretien ménager de ses différents locaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 217 129 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 217 129 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour l'aménagement et entretien des fleurs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 422 374 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 120 295 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2019 pour le service des vidanges de fosses septiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 256 790 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2020 est de 104 022 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2017 pour la location de tracteur au site. Le tarif horaire variera de 122 \$ à 126 \$.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE:

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Les montants requis par cette Loi ont été consacrés à la formation en 2020.

Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup

L'Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit. Au 31 décembre 2020, la Ville a versé un montant de 131 761 \$ (141 903 \$ au 31 décembre 2019).

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

La Ville s'est engagée à contribuer financièrement à l'organisation du Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec Hiver 2021, en remettant un montant de 1 500 000 \$ pour son fonctionnement. Cette somme sera versée à raison de 250 000 \$ par année à compter de 2016 et, ce jusqu'en 2021.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement des sommes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions et du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 016 846 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 128 797 \$ en 2021, 113 293 \$ en 2022, 104 159 \$ en 2023, 94 896 \$ en 2024 et 85 331 \$ en 2025.

Les subventions pour le remboursement du capital totalisent 4 598 794 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 553 456 \$ en 2021, 307 118 \$ en 2022, 308 397 \$ en 2023, 317 660 \$ en 2024 et 327 225 \$ en 2025.

La Ville recevra un montant totalisant 200 000 \$ sur une période de quarante ans se terminant en mars 2054 pour un bail emphytéotique avec la SÉMER. Le montant annuel est de 5 000 \$ et a débuté en 2014. Au 31 décembre 2020, le solde à recevoir est de 165 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Ville a également conclu un contrat de location pour d'un local à la Société québécoise des Infrastructures à l'édifice Rosaire Gendron. La location se terminera le 30 avril 2022. Le montant minimum que la Ville recevra totalise 189 223 \$. L'échéancier de ce revenu de loyer est de 141 917 \$ en 2021 et 47 306 \$ en 2022.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup

La Ville garantit les obligations de la Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 9 750 000 \$. La direction estime que la probabilité que la ville ait à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup (maintenant appelé Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup)

La Ville garantit la dette de la Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 43 871 \$ (87 743 \$ au 31 décembre 2019). La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Club de curling de Rivière-du-Loup

La Ville garantit la dette du Club de curling de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 3 422 250 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 3 663 189 \$ (1 361 452 \$ au 31 décembre 2019).

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Une poursuite d'un montant de 615 000 \$ a été intentée contre la Ville de Rivière-du-Loup en 2019. Nos assureurs sont au fait du dossier. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres**Contestations d'évaluation**

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2020 à 2022. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 132 776 \$ (8 946 \$ au 31 décembre 2019) a été inscrite à l'état consolidé de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute de renseignements nécessaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

25. Instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs au coût après amortissement à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisés dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 7 150 000 \$ (6 700 000 \$ au 31 décembre 2019). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 5 ans;
- Capacité restante estimative : 372 222 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 5 186 598 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 373 992 \$. Au 31 décembre 2020, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 6 029 838 \$, de sorte qu'un solde de 1 344 154 \$ reste à constater.

28 Apparentés

La Ville de Rivière-du-Loup tient à divulguer les informations relatives aux apparentés qu'elle a conclue au cours de l'exercice financier. Les apparentés ont été identifiées par la Ville de Rivière-du-Loup et comprennent les membres du conseil municipal et les principaux dirigeants apparaissant sur le registre des entreprises du Québec. Les principales opérations concernent le remboursement des frais de déplacement, repas et hébergement selon la directive interne portant sur le sujet. De plus, elles incluent les montants versés à titre de contribution au REER pour les dirigeants ne faisant plus partie du régime de retraite.

NomMontants

Georges Deschênes, greffier	10 381 \$
Caroline Desjardins, greffière	234 \$
Jacques Moreau, trésorier	1 102 \$
Denis Lagacé, directeur général	1 081 \$
Sylvie Vignet, mairesse	142 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Comité organisateur des la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup

La Ville est liée avec le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup étant donné que trois représentants de la Ville siègent au conseil d'administration.

Au cours de l'exercice, la Ville a fourni à titre gratuit les sites, locaux, logiciels et installations sportives et de loisirs appartenant à cette dernière.

La valeur de ses services n'a pas été estimée ni constatée aux états financiers de l'exercice.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange.

29 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin d'exercice, la Ville :

- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque municipale Françoise-Bédard, d'un montant de 7 092 324 \$ (taxes en sus). Cette dépense sera financée par une subvention de 3 227 000 \$ et par un emprunt à long terme pour le solde.

- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour la réfection du pavage et construction de trottoirs sur diverses rues, d'un montant de 2 275 419 \$ (taxes en sus). Cette dépense sera financée par un emprunt à long terme de 1 147 256 \$ et le solde par une affectation des activités de fonctionnement aux activités d'investissement.

30 Incidences résultant de la pandémie de COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme une pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises en réaction à l'éclosion ont entraîné des perturbations temporaires importantes des activités de la Ville. La Ville a pris et continuera de prendre des mesures à la suite de ces événements afin d'en minimiser les répercussions. Toutefois, à la date de mise au point définitive des états financiers, la durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers, les flux de trésorerie et la situation financière de la Ville pour les exercices futurs.

31 Chiffres de l'excédent précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	31 439 078	32 763 480	33 133 428			33 133 428
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 723 628	2 954 993	3 139 553			3 139 553
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 070 657	1 614 562	2 257 418		153 654	2 411 072
Services rendus	5	5 961 623	6 678 019	6 709 701		306 468	7 016 169
Imposition de droits	6	950 701	894 923	1 403 493			1 403 493
Amendes et pénalités	7	722 139	595 600	678 565			678 565
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	424 632	281 021	307 574		14 286	321 860
Autres revenus	10	1 164 904	784 847	636 678		1 062	637 740
Effet net des opérations de restructuration	11					(359 288)	(359 288)
	12	44 457 362	46 567 445	48 266 410		116 182	48 382 592
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	5 349 426	11 199 928	2 921 094			2 921 094
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	225 847	199 476	383 138			383 138
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(1 427 829)		(913 735)			(913 735)
	20	4 147 444	11 399 404	2 390 497			2 390 497
	21	48 604 806	57 966 849	50 656 907		116 182	50 773 089
Charges							
Administration générale	22	5 384 104	5 516 505	5 268 479	290 187		5 558 666
Sécurité publique	23	5 808 407	5 734 093	6 198 493	294 133		6 492 626
Transport	24	6 678 739	6 625 509	6 693 682	1 682 080	157 252	8 399 014
Hygiène du milieu	25	8 701 152	9 248 131	9 366 120	3 321 318		12 687 438
Santé et bien-être	26	222 810	269 757	236 211			236 211
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 401 958	1 793 070	1 541 832	18 440		1 560 272
Loisirs et culture	28	6 256 251	6 311 122	5 193 299	1 135 875	1 418 049	6 249 219
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 402 625	1 766 600	1 468 577			1 468 577
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	6 478 189	6 742 033	6 742 033	(6 742 033)		
	33	42 334 235	44 006 820	42 708 726		1 575 301	42 652 023
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 270 571	13 960 029	7 948 181		(1 459 119)	8 121 066

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 270 571	13 960 029	7 948 181	(1 459 119)	8 121 066
Moins : revenus d'investissement	2	(4 147 444)	(11 399 404)	(2 390 497)	()	(2 390 497)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 123 127	2 560 625	5 557 684	(1 459 119)	5 730 569
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 478 189	6 742 033	6 742 033	560	6 742 593
Produit de cession	5	20 650		849 430		849 430
(Gain) perte sur cession	6	(18 613)		508 594		508 594
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 480 226	6 742 033	8 100 057	560	8 100 617
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			26 186		26 186
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			26 186		26 186
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	(47 642)	25 000	158 143		158 143
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	(47 642)	25 000	158 143		158 143
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			150 000		150 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 250 308)	(6 092 740)	(5 502 938)	()	(5 502 938)
	18	(4 250 308)	(6 092 740)	(5 352 938)		(5 352 938)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 201 412)	(1 740 657)	(1 987 934)	()	(1 987 934)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	377 833				
Excédent de fonctionnement affecté	21	317 935	(180 000)			
Réserves financières et fonds réservés	22	(749 188)	(1 368 549)	(1 398 446)		(1 398 446)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(313 465)	54 288	(59 077)		(59 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 568 297)	(3 234 918)	(3 445 457)		(3 445 457)
	26	(386 021)	(2 560 625)	(514 009)	560	(513 449)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 737 106		5 043 675	(1 458 559)	5 217 120

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 147 444	2 390 497	2 390 497
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	(103 265)	(66 203)	(66 203)
Sécurité publique	3	(32 014)	(436 857)	(436 857)
Transport	4	(6 122 803)	(2 810 727)	(2 810 727)
Hygiène du milieu	5	(6 837 362)	(3 973 462)	(3 973 462)
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 251 683)	(98 578)	(98 578)
Loisirs et culture	8	(3 949 531)	(8 937 037)	(8 937 037)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(18 296 658)	(16 322 864)	(16 322 864)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	12	(1 327 846)	(813 752)	(813 752)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 604 208	8 266 287	8 266 287
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	2 201 412	1 987 934	1 987 934
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	92 007		
Excédent de fonctionnement affecté	16	149 535	54 600	54 600
Réserves financières et fonds réservés	17	970 191	320 818	320 818
	18	3 413 145	2 363 352	2 363 352
	19	48 541	(4 879 473)	(4 879 473)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	4 195 985	(2 488 976)	(2 488 976)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 190 168	16 338 974	819 271	17 158 245
Débiteurs (note 5)	2	14 579 276	14 724 557	2 188 032	14 832 363
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180		131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 454 655	5 567 093		5 567 093
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(3 292 751)	(4 206 486)		(4 206 486)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	26 062 528	32 555 318	3 007 303	33 482 395
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	3	3		3
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 534 249	12 127 490	84 123	10 131 387
Revenus reportés (note 12)	12	596 777	392 959	2 370 987	2 296 712
Dette à long terme (note 13)	13	49 323 036	52 308 662		52 308 662
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 299 200	1 373 500		1 373 500
Autres passifs (note 14)	15	5 610 375	6 029 838		6 029 838
	16	65 363 640	72 232 452	2 455 110	72 140 102
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(39 301 112)	(39 677 134)	552 193	(38 657 707)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	158 697 231	166 920 038	8 400	166 928 438
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	161 280	135 093		135 093
Stocks de fournitures	20	546 083	543 451	5 361	548 812
Autres actifs non financiers (note 18)	21	172 996	303 211	1 890	194 899
	22	159 577 590	167 901 793	15 651	167 807 242
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 944 380	8 226 277	131 200	8 714 509
Excédent de fonctionnement affecté	24	2 719 258	3 126 436	428 244	3 554 680
Réserves financières et fonds réservés	25	3 433 016	4 890 282		4 890 282
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(2 468 901)	(2 367 824)		(2 367 824)
Financement des investissements en cours	27	(2 240 817)	(4 809 430)		(4 809 430)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	114 889 542	119 158 918	8 400	119 167 318
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	120 276 478	128 224 659	567 844	129 149 535
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	9 609 485	9 243 977	10 145 205	9 947 565
Charges sociales	2	2 755 305	2 681 866	2 769 468	2 910 397
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				61 899
Autres biens et services	6	17 980 223	17 623 176	17 127 355	17 816 250
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 266 475	1 061 669	1 061 669	883 571
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	178 225	141 840	141 840	100 458
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	321 900	265 068	265 068	418 730
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 095 489	1 100 532	1 100 532	1 062 035
Transferts					
Autres	14	144 167	134 403	134 403	150 082
Autres organismes					
Transferts					
Autres	16	3 485 518	3 096 556	2 546 284	2 293 268
Amortissement des immobilisations	17	6 742 033	6 742 033	6 742 593	6 479 989
Autres					
▪	18	428 000	617 606	617 606	467 964
▪	19				
▪	20				
	21	44 006 820	42 708 726	42 652 023	42 592 208

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 714 509	4 627 699
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 554 680	2 778 970
Réserves financières et fonds réservés	3	4 890 282	3 433 016
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 367 824)	(2 468 901)
Financement des investissements en cours	5	(4 809 430)	(2 240 817)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	119 167 318	114 898 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	129 149 535	121 028 469

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	8 226 277	3 944 380
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	488 232	683 319
	11	8 714 509	4 627 699

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Prog, technique restauration	12	115 890	115 890
▪ Réclamations-Dommage-intérêts	13	75 000	75 000
▪ Développement durable	14	158 203	158 203
▪ Fonds industriel	15	383 235	383 235
▪ ex RDL, photos aériennes	16	82 971	127 570
▪ Avantages sociaux futurs	17	313 860	313 860
▪ SQAÉ, Aqueduc égout	18	1 354 513	1 147 736
▪ Fonds vert, recyclage, redevan	19	11 252	11 252
▪ Autres	20	631 512	386 512
	21	3 126 436	2 719 258
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Les Loisirs de Rivière-du-Loup	22	428 244	59 712
▪	23		
▪	24		
	25	428 244	59 712
	26	3 554 680	2 778 970

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Bassins	27 267 656	215 657
▪ Élections	28 169 877	119 814
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32 437 533	335 471
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 3 924 414	2 532 448
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 528 335	565 097
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 4 452 749	3 097 545
	48 4 890 282	3 433 016

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	202 965)(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	202 965)(
250 918		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	271 959)(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	474 924)(
		534 001
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés		
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Régime de retraite - Policiers	72 (	1 742 900)(
▪ Fonds de roulement	73 (	150 000)(
	74 (	1 892 900)(
		1 934 900
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	2 367 824)(
		2 468 901

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 836 187	2 350 426
Investissements à financer	83 (6 645 617)	(4 591 243)
	84 (4 809 430)	(2 240 817)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 166 928 438	158 706 191
Propriétés destinées à la revente	86 135 093	161 280
Prêts	87 131 180	131 180
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 380 495	438 655
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 (4 206 486)	(3 292 751)
	90 163 368 720	156 144 555
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 163 368 720	156 144 555
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (52 308 662)	(49 323 036)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (439 773)	(439 168)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 6 654 133	6 581 251
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 1 892 900	1 934 900
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (44 201 402)	(41 246 053)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (44 201 402)	(41 246 053)
	101 119 167 318	114 898 502

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1		1
Régimes supplémentaires de retraite	2		

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements
Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Avantages sociaux futurs:

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées; sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (889 600)	(436 400)
Charge de l'exercice	4 (1 614 200)	(1 924 500)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 526 000	1 471 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (977 800)	(889 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 44 168 300	41 202 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (49 698 200)	(46 861 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (5 529 900)	(5 659 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 4 552 100	4 770 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (977 800)	(889 600)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (977 800)	(889 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 44 168 300	41 202 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (49 698 200)	(46 861 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (5 529 900)	(5 659 600)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 383 500	1 329 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 383 500	1 329 800
Cotisations salariales des employés	21 (659 700)	(640 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 723 800	689 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 664 100	873 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 387 900	1 562 600
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 055 600	1 981 700
Rendement espéré des actifs	33 (1 829 300)	(1 619 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 226 300	361 900
Charge de l'exercice	35 1 614 200	1 924 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 427 900	4 876 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 829 300)	(1 619 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 598 600	3 257 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (2 044 800)	(534 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 647 500	2 450 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 44 168 300	41 202 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 191 900	786 300
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,00 %	5,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,10 %	5,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (409 600)	(432 700)
Charge de l'exercice	56 (27 700)	(25 800)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 41 600	48 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (395 700)	(409 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (736 000)	(726 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (736 000)	(726 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 340 300	316 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (395 700)	(409 600)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (395 700)	(409 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (736 000)	(726 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (736 000)	(726 500)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	7 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	1 500
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	7 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	19 800
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	19 800
Charge de l'exercice	87	27 700
		25 800
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(31 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	41 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	48 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	5
		5
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	2,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,90 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2032
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

2020 2019

Charge de l'exercice

Cotisations de l'employeur

Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107

Régime de retraite par financement salarial 108

Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109

Autres régimes 110

111

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

2020 2019

Charge de l'exercice

Cotisations de l'employeur

Régime volontaire d'épargne-retraite 113

Régime de retraite simplifié 114

REER 115

Autres régimes 116

117

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

2020 2019

Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 118 6 6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités et/ou villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités et/ou villes. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités et/ou villes participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités et/ou villes participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité et/ou ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	9 223	9 050
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	31 081	30 497
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	10 223	10 096
	122	41 304	40 593
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2020	Réalisations
		2020		2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	25 884 732	25 884 732	24 449 187
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	182 108	182 108	186 721
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	26 066 840	26 066 840	24 635 908
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 698 215	2 698 215	2 686 933
Égout	11	1 921 841	1 921 841	1 853 179
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 118 155	2 118 155	1 917 723
Autres				
Fosses septiques	14	84 309	84 309	79 577
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	114 971	114 971	116 176
Service de la dette	18	129 097	129 097	149 582
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	7 066 588	7 066 588	6 803 170
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	7 066 588	7 066 588	6 803 170
	27	33 133 428	33 133 428	31 439 078

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	304 176	304 176	265 897
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	13 002	13 002	12 318
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	120	120	112
	32	317 298	317 298	278 327
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 089 446	1 089 446	948 111
Cégeps et universités	34	555 151	555 151	504 506
Écoles primaires et secondaires	35	988 494	988 494	807 442
	36	2 633 091	2 633 091	2 260 059
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 950 389	2 950 389	2 538 386
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	95 068	95 068	99 068
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	6 162	6 162	5 765
Taxes d'affaires	44			
	45	101 230	101 230	104 833
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	12 428	12 428	12 289
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	12 428	12 428	12 289
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	75 506	75 506	68 120
	51	75 506	75 506	68 120
	52	3 139 553	3 139 553	2 723 628

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			1 059
Sécurité publique				
Police	54			287 429
Sécurité incendie	55			530
Sécurité civile	56			16 500
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			26 345
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	68 735	68 735	21 595
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	18 000	18 000	64 619
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	172 548	172 548	189 986
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	6 398	6 398	12 000
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82	32 822	32 822		
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				530
Rénovation urbaine	84				
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	29 651	183 305		134 851
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	98 924	98 924		77 773
Autres	89	5 471	5 471		14 025
Réseau d'électricité	90				
	91	432 549	586 203		847 242

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	462 894	462 894	1 192 884
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	221 600	221 600	1 391 697
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	221 600	221 600	1 454 957
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			300 000
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 015 000	2 015 000	1 009 888
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 921 094	2 921 094	5 349 426

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
	Péréquation	132		
	Neutralité	133		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	377 274	329 654
	Fonds de développement des territoires	136		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
	Dotations spéciales de fonctionnement	138	166 369	166 369
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
	Autres	140	1 281 226	
		141	1 824 869	329 654
	TOTAL DES TRANSFERTS	142	5 178 512	6 526 322

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	143	37 581	37 581	27 806
Évaluation	144			
Autres	145			
	146	37 581	37 581	27 806
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	388 186	388 186	269 331
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	388 186	388 186	269 331
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	4 707	4 707	
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	27 944	27 944	27 734
Autres	156			
	157	32 651	32 651	27 734
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	7 647	7 647	8 152
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	3 191 801	3 191 801	2 366 120
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166	5 000	5 000	5 000
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	3 204 448	3 204 448	2 379 272

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
			Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	190 764	190 764	189 725
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	60 034	60 034	56 313
	182	250 798	250 798	246 038
Réseau d'électricité	183			
	184	3 913 664	3 913 664	2 950 181

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	14 912	14 912	10 316
Autres	187	54 868	54 868	49 133
	188	69 780	69 780	59 449
Sécurité publique				
Police	189	157 209	157 209	145 991
Sécurité incendie	190	216 903	216 903	230 955
Sécurité civile	191	111 588	111 588	
Autres	192	4 235	4 235	325
	193	489 935	489 935	377 271
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	50 659	50 659	113 259
Enlèvement de la neige	195	75 912	75 912	75 764
Autres	196	99	99	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200		34 046	35 100
Autres	201			
	202	126 670	160 716	224 123
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	112 768	112 768	55 563
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207	1 321 586	1 321 586	1 049 320
Matières recyclables	208	75 000	75 000	75 000
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211	522	522	11 106
Autres	212			
	213	1 509 876	1 509 876	1 190 989

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216	3 850	3 850	5 649
	217	3 850	3 850	5 649
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	69 066	69 066	55 027
	222	69 066	69 066	55 027
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	515 687	788 109	1 132 493
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	9 079	9 079	24 798
Autres	225	2 094	2 094	10 251
	226	526 860	799 282	1 167 542
Réseau d'électricité	227			
	228	2 796 037	3 102 505	3 080 050
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	6 709 701	7 016 169	6 030 231

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	129 821	129 821	87 437
Droits de mutation immobilière	231	1 256 206	1 256 206	847 033
Droits sur les carrières et sablières	232	17 466	17 466	16 231
Autres	233			
	234	1 403 493	1 403 493	950 701
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	678 565	678 565	722 139
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	307 574	321 860	451 001
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	(508 594)	(508 594)	18 613
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	120 781	120 781	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240	57 361	57 361	129 844
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	1 350 268	1 351 330	1 242 294
	247	1 019 816	1 020 878	1 390 751
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248		(359 288)	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	769 144	14 370	783 514	783 514	824 856
Greffe et application de la loi	2	1 110 602	7 782	1 118 384	1 118 384	1 036 026
Gestion financière et administrative	3	1 649 096	72 073	1 721 169	1 721 169	2 096 276
Évaluation	4	428 647	25 969	454 616	454 616	688 765
Gestion du personnel	5	376 302	203	376 505	376 505	453 007
Autres						
▪ Autres dépenses non réparties	6	934 688	169 790	1 104 478	1 104 478	563 199
▪	7					
	8	5 268 479	290 187	5 558 666	5 558 666	5 662 129
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 979 387	33 137	3 012 524	3 012 524	3 161 129
Sécurité incendie	10	2 474 668	259 399	2 734 067	2 734 067	2 703 378
Sécurité civile	11	535 319	1 597	536 916	536 916	22 762
Autres	12	209 119		209 119	209 119	182 613
	13	6 198 493	294 133	6 492 626	6 492 626	6 069 882
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 549 031	1 402 331	3 951 362	3 951 362	3 899 902
Enlèvement de la neige	15	3 054 944	232 615	3 287 559	3 287 559	3 093 492
Éclairage des rues	16	244 602	5 252	249 854	249 854	284 747
Circulation et stationnement	17	597 724	8 028	605 752	605 752	653 937
Transport collectif						
Transport en commun	18	60 124	1 867	61 991	61 991	61 078
Transport aérien	19	187 257	31 987	219 244	242 496	290 288
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	6 693 682	1 682 080	8 375 762	8 399 014	8 283 444

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 021 123	545 298	1 566 421	1 541 852
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 311 242	700 565	2 011 807	1 811 907
Traitement des eaux usées	25	357 190	710 855	1 068 045	1 107 122
Réseaux d'égout	26	1 026 800	978 222	2 005 022	1 920 899
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	359 133		359 133	427 419
Élimination	28	3 446 669	323 658	3 770 327	3 332 035
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	313 856		313 856	380 115
Tri et conditionnement	30	607 038	21 713	628 751	539 922
Matières organiques					
Collecte et transport	31	285 006		285 006	357 359
Traitement	32	236 989	28 919	265 908	92 004
Matériaux secs	33	123 644		123 644	38 876
Autres					
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	42 295		42 295	29 740
Protection de l'environnement	38	169 515	12 088	181 603	224 600
Autres	39	65 620		65 620	101 512
	40	9 366 120	3 321 318	12 687 438	11 905 362
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	149 549		149 549	154 725
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	86 662		86 662	68 085
	44	236 211		236 211	222 810

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	749 770	1 919	751 689	751 689	708 890
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	162		162	162	124 333
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	553 598	8 349	561 947	561 947	578 315
Tourisme	49	238 302	8 172	246 474	246 474	262 688
Autres	50					
Autres	51					(250 000)
	52	1 541 832	18 440	1 560 272	1 560 272	1 424 226
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	477 113	29 738	506 851	506 851	606 355
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 265 069	388 874	1 653 943	1 653 943	2 036 354
Piscines, plages et ports de plaisance	55	192 966	15 766	208 732	208 732	353 777
Parcs et terrains de jeux	56	1 331 239	495 889	1 827 128	1 827 128	2 017 843
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	374 306	21 247	395 553	315 598	635 231
	60	3 640 693	951 514	4 592 207	4 512 252	5 649 560
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	767 539	139 223	906 762	906 762	1 023 926
Bibliothèques	62	696 301	45 138	741 439	741 439	859 457
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	68 196		68 196	68 196	68 856
Autres ressources du patrimoine	64	20 570		20 570	20 570	19 797
Autres	65					
	66	1 552 606	184 361	1 736 967	1 736 967	1 972 036
	67	5 193 299	1 135 875	6 329 174	6 249 219	7 621 596

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 061 712		1 061 712	865 146
Autres frais	70	141 797		141 797	118 883
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	246 100		246 100	386 200
Autres	72	18 968		18 968	32 530
	73	1 468 577		1 468 577	1 402 759
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	6 742 033 (	6 742 033)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	469 004	469 004	1 489 228
Usines de traitement de l'eau potable	2	49 399	49 399	
Usines et bassins d'épuration	3	1 229 067	1 229 067	
Conduites d'égout	4	982 016	982 016	1 195 728
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	617 875	617 875	3 281 875
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 865 714	2 865 714	5 178 342
Ponts, tunnels et viaducs	7	39 847	39 847	60 461
Systèmes d'éclairage des rues	8	65 321	65 321	175 609
Aires de stationnement	9	1 612	1 612	290 582
Parcs et terrains de jeux	10	456 978	456 978	413 279
Autres infrastructures	11	431 213	431 213	42 445
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	65 023	65 023	445 843
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 196 934	8 196 934	3 391 927
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16	395 345	395 345	
Autres	17			1 510 893
Ameublement et équipement de bureau	18	10 517	10 517	67 139
Machinerie, outillage et équipement divers	19	375 386	375 386	304 930
Terrains	20	71 613	71 613	448 377
Autres	21			
	22	16 322 864	16 322 864	18 296 658

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	469 004	469 004	1 489 228
Usines de traitement de l'eau potable	24	49 399	49 399	
Usines et bassins d'épuration	25	1 229 067	1 229 067	
Conduites d'égout	26	982 016	982 016	1 195 728
Autres infrastructures	27	4 478 560	4 478 560	9 442 593
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	9 114 818	9 114 818	6 169 109
	34	16 322 864	16 322 864	18 296 658

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	565 097	79 637	116 399	528 335
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 152 374	175 600	796 645	1 531 329
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	40 463 482	9 797 418	6 226 262	44 034 638
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	43 180 953	10 052 655	7 139 306	46 094 302
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 581 251	1 111 774	1 038 892	6 654 133
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 581 251	1 111 774	1 038 892	6 654 133
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	6 581 251	1 111 774	1 038 892	6 654 133
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 581 251	1 111 774	1 038 892	6 654 133
	19	49 762 204	11 164 429	8 178 198	52 748 435
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	49 762 204	11 164 429	8 178 198	52 748 435

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	52 748 435
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 645 617
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	528 335
Débiteurs	9	6 654 133
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 836 187
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	50 375 397
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	50 375 397
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	3 663 229
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	54 038 626
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	54 038 626
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	3 589 247

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	303 604	280 230
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	24 158	29 692
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	12 120	12 014
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12	291 069	291 250
	Cours d'eau	13	38 407	29 740
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15	3 887	
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	124 411	123 127
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20	171 619	168 941
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22	31 126	29 970
	Activités culturelles	23	100 131	97 071
Réseau d'électricité				
		24		
		25	1 100 532	1 062 035

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1	334 149	307 744
Charges sociales	2	77 298	68 995
Biens et services	3	15 883 147	17 880 496
Frais de financement	4	28 270	39 423
Autres	5		
	6	16 322 864	18 296 658

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	42,18	40,00	87 751,00	3 599 697	1 127 685	4 727 382
Professionnels	2						
Cols blancs	3	29,14	35,00	70 252,67	2 125 127	708 037	2 833 164
Cols bleus	4	34,67	40,00	96 268,29	2 527 886	735 482	3 263 368
Policiers	5						
Pompiers	6	23,57	40,00	49 035,44	1 098 213	140 204	1 238 417
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	129,56		303 307,40	9 350 923	2 711 408	12 062 331
Élus	9	7,00			227 203	47 756	274 959
	10	136,56			9 578 126	2 759 164	12 337 290

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	68 735	221 600			290 335
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	18 000	221 600			239 600
Autres	16	2 162 457	2 477 894	8 226		4 648 577
	17	2 249 192	2 921 094	8 226		5 178 512

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	30 106	34 246
Évaluation	2	2 272	3 116
Autres	3	90 455	120 019
	4	122 833	157 381
Sécurité publique			
Police	5	54 447	59 086
Sécurité incendie	6	30 345	33 652
Sécurité civile	7	2 523	
Autres	8	304	
	9	87 619	92 738
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	273 882	232 496
Enlèvement de la neige	11	50 050	50 930
Autres	12	54 548	36 583
Transport collectif	13	97	157
Autres	14		
	15	378 577	320 166
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	35 478	48 317
Réseau de distribution de l'eau potable	17	227 988	218 113
Traitement des eaux usées	18	3 129	3 529
Réseaux d'égout	19	216 980	213 464
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	173 253	93 706
Matières recyclables	21	1 179	1 691
Autres	22	2 642	2 465
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	660 649	581 285
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	1 483	1 910
	30	1 483	1 910
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	11 695	18 926
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	3 198	4 304
Autres	34		
	35	14 893	23 230
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	178 681	164 432
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	13 252	16 824
Autres	38	10 590	44 659
	39	202 523	225 915
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 468 577	1 402 625

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Beaulieu, André	Conseiller	15 048	7 524		
Bastille, Mario	Conseiller	15 048	7 524		
Drapeau, Steeve	Conseiller	15 048	7 524		
Lepage, Nelson	Conseiller	15 048	7 524		
Minville, Jacques	Conseiller	15 048	7 524		
Vignet Sylvie	Maire	74 728	17 044	11 187	
Plourde Gérald	Conseiller	15 048	7 524		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 7 150 000 | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|--|-------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ |

- | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|--|--------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
|---|---|-------------------------------------|--|--------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | |
|--|----|--|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 42 675 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 152 108 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ 153 960 \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 546-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-10-28
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL



Au secrétaire-trésorier
de la Ville de Rivière-du-Loup

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
300, boul. de l'Hôtel-de-Ville
Rivière-du-Loup (Québec)
G5R 5C6

T 418 862-6396

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.*¹

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A108840
Rivière-du-Loup, le 18 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	33 133 428
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	439 460
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	153 960
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	4 280 649
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	114 971
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	28 891 768

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 981 297 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 992 679 800
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 986 988 500

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,4540 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	26 465 977
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	168 229
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	26 634 206

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 739 000
Égout	11	1 989 160
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 173 816
Autres		
▪ Fosses septiques	14	84 000
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	113 000
Service de la dette	18	117 000
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	7 215 976
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	7 215 976
	27	33 850 182

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	306 359
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	12 900
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	139
	5	319 398

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 079 897
Cégeps et universités	7	558 801
Écoles primaires et secondaires	8	966 644
	9	2 605 342

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 924 740

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	106 193
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	6 175
Taxes d'affaires	17	
	18	112 368

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	12 428
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	12 428

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	75 437
	24	75 437
	25	3 124 973

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 246 481 932	x 1,1133 /100 \$	13 876 846				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	209 289 567	x 1,1472 /100 \$	2 400 972				
Immeubles non résidentiels	4	422 296 951	x 1,9392 /100 \$	8 189 358				
Immeubles industriels	5	80 940 450	x 2,1553 /100 \$	1 744 521				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	16 072 600	x 2,0821 /100 \$	334 650				
Immeubles agricoles	8	8 951 300	x 1,1133 /100 \$	99 653				
Total	9			26 646 000	(180 023)	()		26 465 977
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>210,00 \$</u>
Égout	2 <u>185,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>158,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Assainissement eaux usées	0,0003	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Puits en alimentation	0,0090	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Vidange des fosses septiques	100,0000	7 - autres (préciser)	Unité

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	8 189 358	1 744 521		334 650	2 400 972	99 653
De secteur	2	36 265	6 951			17 973	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	25 060	4 803		954	12 420	
Autres	5	1 505 943	288 640			746 343	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 756 626	2 044 915		335 604	3 177 708	99 653

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	13 838 597	38 249	(180 023)	26 465 977
De secteur	2	106 745	295		168 229
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	73 763			117 000
Autres	5	4 432 798	12 252		6 985 976
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	18 451 903	50 796	(180 023)	33 737 182

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	60 203	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2021-01-18	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	46 127 074	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	6 058 222	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 279 829	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31		\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Jacques Moreau, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 20 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Rivière-du-Loup.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Rivière-du-Loup consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Rivière-du-Loup détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-05-18 10:56:50

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	44 457 362	46 567 445	48 266 410	116 182	48 382 592
Investissement	2	4 147 444	11 399 404	2 390 497		2 390 497
	3	48 604 806	57 966 849	50 656 907	116 182	50 773 089
Charges	4	42 334 235	44 006 820	42 708 726	1 575 301	42 652 023
Excédent (déficit) de l'exercice	5	6 270 571	13 960 029	7 948 181	(1 459 119)	8 121 066
Moins : revenus d'investissement	6	(4 147 444)	(11 399 404)	(2 390 497)		(2 390 497)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 123 127	2 560 625	5 557 684	(1 459 119)	5 730 569
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 478 189	6 742 033	6 742 033	560	6 742 593
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			150 000		150 000
Remboursement de la dette à long terme	10	(4 250 308)	(6 092 740)	(5 502 938)		(5 502 938)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(2 201 412)	(1 740 657)	(1 987 934)		(1 987 934)
Excédent (déficit) accumulé	12	(366 885)	(1 494 261)	(1 457 523)		(1 457 523)
Autres éléments de conciliation	13	(45 605)	25 000	1 542 353		1 542 353
	14	(386 021)	(2 560 625)	(514 009)	560	(513 449)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 737 106		5 043 675	(1 458 559)	5 217 120

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 190 168	16 338 974	17 158 245
Débiteurs	2	14 579 276	14 724 557	14 832 363
Placements de portefeuille	3	5 454 655	5 567 093	5 454 655
Autres	4	(3 161 571)	(4 075 306)	(3 161 571)
	5	26 062 528	32 555 318	33 482 395
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	49 323 036	52 308 662	49 323 036
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 299 200	1 373 500	1 299 200
Autres	9	14 741 404	18 550 290	14 612 393
	10	65 363 640	72 232 452	65 234 629
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(39 301 112)	(39 677 134)	(38 504 619)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	158 697 231	166 920 038	158 706 191
Autres	13	880 359	981 755	826 897
	14	159 577 590	167 901 793	159 533 088
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	3 944 380	8 226 277	4 627 699
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 719 258	3 126 436	2 778 970
Réserves financières et fonds réservés	17	3 433 016	4 890 282	3 433 016
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 468 901)	2 367 824)	2 468 901)
Financement des investissements en cours	19	(2 240 817)	(4 809 430)	(2 240 817)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	114 889 542	119 158 918	114 898 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	120 276 478	128 224 659	129 149 535

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Prog, technique restauration	23	115 890	115 890
▪ Réclamations-Dommage-intérêts	24	75 000	75 000
▪ Développement durable	25	158 203	158 203
▪ Fonds industriel	26	383 235	383 235
▪ ex RDL, photos aériennes	27	82 971	127 570
▪ Avantages sociaux futurs	28	313 860	313 860
▪ SQAÉ, Aqueduc égout	29	1 354 513	1 147 736
▪ Fonds vert, recyclage, redevan	30	11 252	11 252
▪ Autres	31	631 512	386 512
	32	3 126 436	2 719 258
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	428 244	59 712
	34	3 554 680	2 778 970
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	4 890 282	3 433 016
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	36		
	37	8 444 962	6 211 986

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	50 375 397
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	54 038 626

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	528 335	565 097
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	44 034 638	40 463 482
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 531 329	2 152 374
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	6 654 133	6 581 251
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	52 748 435	49 762 204

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019	Budget 2020	Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	31 439 078	32 763 480	33 133 428	33 133 428
Compensations tenant lieu de taxes	12	2 723 628	2 954 993	3 139 553	3 139 553
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 070 657	1 614 562	2 257 418	2 411 072
Services rendus	15	5 961 623	6 678 019	6 709 701	7 016 169
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 672 840	1 490 523	2 082 058	2 082 058
Autres	17	1 589 536	1 065 868	944 252	600 312
	18	44 457 362	46 567 445	48 266 410	48 382 592
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	5 349 426	11 199 928	2 921 094	2 921 094
Autres	22	(1 201 982)	199 476	(530 597)	(530 597)
	23	4 147 444	11 399 404	2 390 497	2 390 497
	24	48 604 806	57 966 849	50 656 907	50 773 089

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	5 268 479	290 187	5 558 666	5 558 666	5 662 129
Sécurité publique						
Police	2	2 979 387	33 137	3 012 524	3 012 524	3 161 129
Sécurité incendie	3	2 474 668	259 399	2 734 067	2 734 067	2 703 378
Autres	4	744 438	1 597	746 035	746 035	205 375
Transport						
Réseau routier	5	6 446 301	1 648 226	8 094 527	8 094 527	7 932 078
Transport collectif	6	247 381	33 854	281 235	304 487	351 366
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 716 355	2 934 940	6 651 295	6 651 295	6 381 780
Matières résiduelles	9	5 372 335	374 290	5 746 625	5 746 625	5 167 730
Autres	10	277 430	12 088	289 518	289 518	355 852
Santé et bien-être	11	236 211		236 211	236 211	222 810
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	749 770	1 919	751 689	751 689	708 890
Promotion et développement économique	13	791 900	16 521	808 421	808 421	841 003
Autres	14	162		162	162	(125 667)
Loisirs et culture	15	5 193 299	1 135 875	6 329 174	6 249 219	7 621 596
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 468 577		1 468 577	1 468 577	1 402 759
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	35 966 693	6 742 033	42 708 726	42 652 023	42 592 208
Amortissement des immobilisations	20	6 742 033	(6 742 033)			
	21	42 708 726		42 708 726	42 652 023	42 592 208

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 147 444	2 390 497		2 390 497
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	18 296 658)	16 322 864 )	(	16 322 864)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	(1 327 846)	(813 752 )	(	(813 752)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	13 604 208	8 266 287		8 266 287
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 201 412	1 987 934		1 987 934
Excédent accumulé	6	1 211 733	375 418		375 418
	7	48 541	(4 879 473)		(4 879 473)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 195 985	(2 488 976)		(2 488 976)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14